

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-narco-paramilitarisme-au-Congres-colombien>

Le narco-paramilitarisme au Congrès colombien.

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : lundi 12 février 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

D'ici quelques semaines sortira en espagnol le livre intitulé « Colombia, laboratorio de embrujos. Democracia y terrorismo de Estado », du journaliste et écrivain colombien résidant à Paris, Hernando Calvo Ospina. Le prologue est signé par Ignacio Ramonet, directeur du prestigieux mensuel français *Le Monde Diplomatique*. Avec l'autorisation de l'auteur et de la maison d'édition, nous publions la traduction en français du chapitre XVI.

Par Hernando Calvo Ospina

[*El Correo*](#). Paris, 12 février 2007.

[Leer en español](#)

C'était comme un « bulletin de guerre ». Les élections du 10 mars 2002 venaient d'avoir lieu et le chef narco-paramilitaire Salvatore Mancuso se congratulait par Internet du fait qu'un important pourcentage des élus était en parfaite communion avec les « idéaux » paramilitaires. « Nous pouvons affirmer, chiffres à l'appui, que l'objectif premier des 30% a été largement dépassé et cela constitue un évènement marquant dans l'histoire des Autodéfenses Unies de Colombie (...) Que les candidats de notre choix, issus dans leur majorité de nos bases sociales et politiques et, en tant que tels, fruits d'un vaste et ferme effort de formation de la part des Autodéfenses aient obtenu un soutien massif des électeurs constitue un motif d'immense satisfaction ».

En dépit du fait qu'il ne s'est jamais opposé de manière résolue au paramilitarisme, le dirigeant libéral Carlos Lemos Simmons a affirmé face à de tels résultats électoraux : « Cela signifie qu'aujourd'hui la majeure partie et la force la plus importante du Congrès est constituée par les Autodéfenses (...) Mais ce qui m'étonne dans tout cela c'est l'indifférence avec laquelle le pays a accueilli cette nouvelle. Un fait aussi grave n'a pas suscité la moindre réaction dans les médias, les corporations, au sein du gouvernement, de l'Eglise, dans la société civile, les ONG ou la communauté internationale (...). En raison de viles considérations électorales, ce qui hier était odieux et mauvais est devenu aujourd'hui utile et bon... ». [1]

Le ministre de l'Intérieur de l'époque, Armando Estrada Villa, a confirmé les propos de Mancuso mais n'a annoncé aucune mesure : « L'analyse de ces personnes, leur vote et les lieux où ils ont été élus, pour être des régions sous influence paramilitaire, nous mène à la conclusion que les paramilitaires ont donné l'ordre que l'on vote pour eux ou qu'ils ont conclu des accords pour que ceux-ci fassent pression sur les communautés pour qu'elles votent pour des personnes déterminées. » [2]

Ce n'était un secret pour personne : les politiciens des régions que les paramilitaires contrôlent les ont payés 100 millions de pesos [environ 35 000 euros] pour obtenir un siège au Sénat. « En échange de cet argent, les seigneurs de la guerre ont garanti à leurs protégés qu'ils n'auraient pas de concurrence dans leurs juridictions au cours de la campagne et que, le jour des élections, le peuple voterait massivement pour eux. En échange de cet « aval », les élus ferment les yeux sur leurs activités et, dans certains cas, ils leur ont même adjugé des contrats publics pour leurs entreprises.... » [3]

L'establishment savait que le pas décisif de la paramilitarisation de l'Etat deviendrait réalité lors de ces élections puisque tout était en cours de préparation pour cela. Le jour même du scrutin, Francisco Santos Calderón, élu quelques mois plus tard Vice-président de la Colombie, écrivait dans son journal *El Tiempo* : « ... il est certain que le Congrès que nous allons élire sera pire encore que l'actuel. Il sera, mis à part quelques exceptions, un Congrès au service des caciques politiques traditionnels, des 'narcos' et des paramilitaires ». Il ne disait pas cela en visionnaire mais en connaissance de cause.

Pas la moindre enquête officielle n'a été ouverte pour vérifier les relations entre ces congressistes et le paramilitarisme. Et, contrairement aux élus de l'Union Patriotique (UP), des autres formations politiques de gauche ou aux simples critiques du système, ils n'ont pas dû faire face à un plan d'extermination puisque les défenseurs du système s'entretuent rarement entre eux.

Uribe Vélez, un passé parmi les narcotrafiquants

Un chroniqueur de *El Espectador*, Fernando Garavito Pardo, a dû s'exiler en mars 2002 suite à des menaces de mort après avoir publié une série d'enquêtes sur les liens présumés avec le narcotrafic et le paramilitarisme du candidat à la présidence de l'époque Álvaro Uribe Vélez. [4]

Ces dénonciations ont coïncidé avec celles de Ignacio Gómez Gómez, qui, lui aussi, a dû quitter le pays pour la même raison. Quand, en 2002, le Comité Mondial pour la Protection des Journalistes (CPJ) lui a remis le Prix international de la liberté de la presse, il a expliqué qu'il recevait cette récompense « pour le travail sur les antécédents qui lient Álvaro Uribe Vélez au Cartel de Medellín. C'est une enquête qui s'est faite en cinq parties. L'une d'elle traitait de la coïncidence entre l'appartenance de Pablo Escobar au Congrès et son activité politique et prosélytique intense dans les quartiers pauvres de Medellín, et qu'à l'époque Álvaro Uribe était le maire de Medellín et développait des programmes très parallèles à ceux de Pablo Escobar. Après, Álvaro Uribe fut directeur de l'Aéronautique civile. Avant lui, entre 1954 et 1981, l'Etat avait accordé 2 339 licences. Au cours des 28 mois où Álvaro Uribe occupa ce poste de directeur, il octroya 2 242 licences, c'est-à-dire juste un peu moins qu'au cours des 35 années antérieures, avec la circonstance aggravante que de nombreuses licences, à peu près 200, bénéficièrent au Cartel de Medellín (...) Quand l'hélicoptère [du père] faisait l'objet de l'héritage, il a été retrouvé dans un laboratoire très célèbre de Pablo Escobar appelé 'Tranquilandia'. L'hélicoptère appartenait à [Álvaro] Uribe et à son frère. En outre, il existait une étroite relation entre le père d'Uribe et le clan des Ochoa, une famille très importante au sein du Cartel de Medellín. La dernière partie [de la série] portait sur l'évasion de prison de Pablo Escobar et sur sa tentative de conclure un nouvel accord avec le gouvernement. La personne chargée d'arriver à cet accord était Álvaro Uribe Vélez. (...) Des cinq histoires, nous n'avons réussi à en publier qu'une seule, celle qui a trait à l'hélicoptère. Le jour de sa publication, le président s'est fâché et m'a insulté à la radio... ».

Les menaces ont alors commencé contre lui, le directeur de la publication et leurs familles. La série a été suspendue et aucune télévision n'a voulu la diffuser, ni en Colombie, ni à l'étranger...

C'est ainsi qu'on a su que l'actuel président de la Colombie a vécu ses premières années au sein d'une famille de la classe moyenne qui connaissait des problèmes financiers réguliers. Un jour, la situation a commencé à changer radicalement grâce aux affaires du père, Alberto Uribe Sierra, qui était spéculateur, bien que, selon les investigations, le mot exact pour définir les activités du père soit « prête-nom ». C'est-à-dire propriétaire fictif de propriétés de narcotrafiquants. Ce négoce avait commencé avec le clan des capos [chefs mafieux] Ochoa, proches de son épouse. Les Uribe ont commencé à accumuler un capital propre et de vastes propriétés rurales : « Uribe Sierra vivait tellement immergé dans ce monde d'affaires hallucinantes que, raconte un ami, il pourrait avoir 23 fermes ou 10 et se réveiller le lendemain avec 41 ». [5] Seul un magicien peut faire cela. Et, comme par hasard, en Colombie, on qualifie les 'narcos' de « magiques ».

En dépit de sa haute fonction, le président Uribe Vélez n'a jamais donné d'éclaircissement objectif sur la provenance de sa grande fortune. Quand il s'est vu obligé d'aborder le sujet, ses phrases disent un peu de tout sans rien préciser. Si un journaliste insiste, son agressivité apparaît. Aucune autorité ne s'est décidée à enquêter.

Le père du président est mort lors d'un assaut de son hacienda par les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) en juin 1983. Les Uribe affirment que les guérilleros voulaient le kidnapper et, lui, il s'est retranché pour les en empêcher. Selon le groupe guérillero, l'attaque avait pour objectif de démanteler le camp d'entraînement

paramilitaire qui s'y trouvait. Ça, c'est la partie tragique de l'histoire. Quand Álvaro Uribe Vélez a pris connaissance de l'attaque, il a utilisé un hélicoptère pour arriver sur les lieux et tenter de sauver son père et ses frères. Quand on lui a posé des questions sur cet épisode, le président de la Colombie a répondu : « Je suis monté de nuit dans le premier hélicoptère que nous avons trouvé (...) Le journal El Mundo a dit le lendemain que l'hélicoptère appartenait au propriétaire terrien Pablo Escobar. » [6] Selon la presse, l'aéronef était l'un des plus modernes du pays en matière de technologie de navigation, c'est dire si 'le propriétaire terrien' n'allait pas le prêter à n'importe qui.

Lorsqu'il était maire de Medellín, Uribe Vélez présenta à Bogota, avec un grand déploiement médiatique, le programme 'Medellin sans taudis' ('Medellín sin tugurios'). Peu de temps après, on a su qu'il s'agissait d'un plan apparemment doté de sens civique financé par Escobar Gaviria en quête de solidarité sociale et de reconnaissance politique. Le programme consistait en la construction de mille maisons pour en faire don ensuite à des personnes qui dormaient dans des cabanes près d'une décharge.

Les étranges « hasards » liant le président Uribe Vélez avec certains capos du narcotrafic ne s'arrêtent pas là. En mars 1984, la police est arrivée dans ce que l'on considérait alors comme le laboratoire de transformation de cocaïne le plus grand et le plus moderne du monde, connu sous le nom de 'Tranquilandia' et dont le propriétaire principal était Escobar Gaviria. Là, ont été trouvés plusieurs aéronefs dont trois avaient des licences de fonctionnement délivrées par l'Aéronautique civile à l'époque où son directeur était Álvaro Uribe Vélez (mars 1980, août 1982). On y a aussi découvert un hélicoptère appartenant par héritage aux frères Uribe Vélez...

En dépit de tout cela, le président continue d'affirmer : « Je n'ai pas eu de relations avec Escobar, même quand cela était en vogue » [7]

Après avoir quitté la direction de l'Aéronautique, le futur président de la Colombie a été élu gouverneur du département d'Antioquia. A ce poste, il est devenu le principal promoteur et initiateur des Coopératives de Sécurité Rurale, les 'Convivir'. Le chef narco-paramilitaire Carlos Castaño Gil aurait dit que Uribe Vélez était arrivé à « mettre sur pied des coopératives de sécurité avec lesquelles je n'ai jamais été d'accord. Je ne vais pas nier qu'elles ont servi aux Autodéfenses, mais nous n'avons pas tellement progressé grâce à elles. Ceux qui en ont profité, ce sont les narcotrafiquants qui se sont employés à monter de petites Convivir dans leurs propriétés... » [8]

Le 30 juillet 2004, la présidence de la Colombie rejeta publiquement un document déclassifié en mai et provenant de l'Agence de Renseignement de la Défense (DIA, Defense Intelligence Agency), un des services de sécurité les plus secrets et les plus puissants des Etats-Unis, dépendant du Pentagone. Le rapport dit dans son aparté : « Álvaro Uribe Vélez, homme politique et sénateur colombien, collabore avec le cartel de Medellín depuis de hauts postes au sein du gouvernement. Uribe a été impliqué dans des activités de narcotrafic aux Etats-Unis. On a assassiné son père en Colombie en raison de ses connections avec le trafic de narcotiques. Uribe a travaillé pour le cartel de Medellín et est un ami personnel de Pablo Escobar Gaviria... » [9]

Le communiqué de la présidence ne fournit aucun argument qui démente avec sévérité une accusation aussi grave mais prétend qu'il faille mésestimer le document parce qu'il « s'agit d'une information qui n'a pas été évaluée ». Le texte dit effectivement : « Not finally evaluated ». Ce qui attire l'attention, c'est que l'information contenue dans ce rapport a pourtant été utilisée lors d'enquêtes et de procès contre de nombreux narcotrafiquants qui y sont mentionnés.

La famille du président...

« Je n'en ai aucune idée, je ne suis pas au courant de cela », a répondu le président Uribe Vélez à la question du journaliste. Pas un mot de plus. La veille, le 21 juin 2005, le congressiste Gustavo Petro Urrego avait affirmé au

cours d'une session parlementaire que le frère du président colombien, Santiago, avait été l'objet d'une enquête au pénal pour la création d'un groupe paramilitaire et l'assassinat de plusieurs paysans. « Dans les procès judiciaires du passé, le frère du président de la République apparaît comme accusé pour avoir formé et encouragé des groupes paramilitaires », a affirmé Petro Urrego.

Le groupe paramilitaire 'Les douze apôtres' ('Los doce apóstoles') aurait eu son siège dans l'hacienda 'La Carolina', dans le département d'Antioquia, dont les deux propriétaires sont les frères Uribe Vélez. Le frère du président a été interrogé par le procureur en 1997 pour les délits de kidnapping, extorsion et assassinat commis par 'Les douze apôtres' entre 1993 et 1994. Le groupe paramilitaire a été accusé de l'assassinat de 50 personnes et d'avoir commis un massacre, les corps de quatre personnes ayant été retrouvés et deux étant toujours portées disparues. Pour ce cas, il existe une plainte auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme.

La nuit-même de la dénonciation du congressiste, le procureur Luis Camilo Osorio a confirmé que le frère du mandataire avait bien été l'objet d'une enquête en 1999 mais il a indiqué également qu'un « non-lieu » avait été déclaré « en faveur de Monsieur Uribe Vélez et que le dossier avait été classé définitivement » la même année.

Petro Urrego a insisté sur le fait que, Álvaro Uribe Vélez étant le président de la Nation, il devait « expliquer à toute la Colombie ce qui s'est passé avec le procès judiciaire mené contre son frère qui le liait directement au paramilitarisme et à des délits de lèse humanité.... ».

Le parlementaire a également dénoncé le fait que trois parents du président colombien, dont deux cousins germains, ont dirigé un autre groupe paramilitaire connu sous le nom de 'Los Erre', suspecté d'avoir assassiné cinquante autres personnes dans différentes municipalités d'Antioquia. Ces proches ont été condamnés en première instance et ont été en prison pendant près d'un an, jusqu'à ce qu'un juge d'appel ne les remette en liberté et archive le dossier parce qu'il a considéré qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes contre les accusés. Les parents du mandataire sont Carlos Alberto Vélez Ochoa, Juan Diego Vélez Ochoa et Mario Vélez Ochoa, et sont aussi parents du clan des capos Ochoa.

« Je reproche à Uribe, sachant que des parents directs étaient accusés de paramilitarisme, d'avoir osé faire voter une loi qui déclare l'impunité pour les paramilitaires... », furent les mots accusateurs lancés par Petro Urrego au cours de cette session du Congrès colombien qui s'est terminée par l'approbation de ladite 'Loi de Justice et Paix' qui confère un statut politique aux narco-paramilitaires « en négociation » avec le gouvernement du président Uribe Vélez. Cette loi favoriserait ses proches.

Enfin, le 4 décembre 2006, dans des déclarations à la W Radio de Bogotá, le président Uribe Vélez a dû reconnaître que son frère a bien été l'objet d'une enquête pour son implication dans le paramilitarisme.

Traduction : Anne Vereecken, pour le Comité pour le respect des droits humains 'Daniel Gillard'.

Post-scriptum :

Notes :

[1] El Tiempo. Bogotá, 28 mars 2002.

[2] El Colombiano. Medellín, 24 avril 2002.

[3] « Los tentáculos de las AUC », Semana. Bogotá, 10 juillet 2005.

[4] Garavito, avec le correspondant pour l'Amérique latine de la revue états-unienne Newsweek, Joseph Contreras, ont publié la « Biografía no autorizada de Álvaro Uribe Vélez. (El señor de las Sombras) ». Ed. Oveja Negra. Bogotá, 2002.

[5] El Mundo. Medellín, 16 juin 1983.

[6] El Tiempo. Bogotá, 21 avril 2002.

[7] El Tiempo, 21 avril 2002.

[8] Aranguren Molina, Mauricio. "Mi confesión. Carlos Castaño revela sus secretos". Ed. Oveja Negra. Bogotá, 2001.

[9] L'information complète se trouve sur la page suivante : <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB...>